

COPIE

EXPÉDIÉ LE 19 OCT. 2012

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE DÉPOLLUTION DES
EAUX RÉSIDUAIRES DU NORD

BLEESBRUCK ■ L-9359 BETTENDORF

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS**DU COMITE****DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DEPOLLUTION DES EAUX
RESIDUAIRES DU NORD
(SIDEN)**

Séance du 25 juillet 2012

Date de la convocation des membres: 18 juillet 2012

Présents: MM. Ali KAES, Président ; Claude THILL, 1^{er} Vice-Président ; Fernand MERGEN, 2^e Vice-Président ; Henri RINNEN, membre du Bureau ; Romain SCHROEDER, membre du Bureau ; MM. et M^{mes} Mario BACK, André BAULER, Laurent BERCHEM, Théo BLASEN, Frank CLEMENT, Victor DIDERRICH, Jean FERBER, Claude HOFFMANN, Roger LANNERS, Norbert MAES, Georges MAJERUS, Nico MAJERUS, Annie NICKELS-THEIS, Armand OLINGER, John RACH, Frank REUTER, Paul SCHAACK, Jean-Paul SCHAAF, Suzette SCHANNEL-SERRES, Roger SCHIRTZ, Guy SCHON, Raymond SHINN, Claude STAUDT, Claude TONINO, Frank WEBER, Camille WEILAND, Alphonse WENKIN ;

Absents: a) excusés: François ROSSLER, Marc SCHMITZ, Marcel THOMMES ;
b) sans motifs : /

Assiste à la séance: Mme. Mireille SCHLECHTER, Secrétaire ff. de la commune de Bettendorf

Point 6 de l'ordre du jour: Discussion et approbation de la prise en charge des études, des travaux et de l'entretien des infrastructures de gestion des eaux pluviales par le SIDEN et approbation de la prise de position « Position paper de juillet 2012 » de l'ALUSEAU

Le Comité Syndical,

Vu la loi communale du 13 décembre 1988 ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 mars 1994 autorisant la création du Syndicat Intercommunal de Dépollution des Eaux Résiduelles du Nord (SIDEN) ;

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;

Considérant les statuts du SIDEN ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 29 octobre 2007 portant approbation des nouveaux statuts du SIDEN ;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Considérant qu'une polémique s'est développée quant à la réalisation, le fonctionnement et l'entretien des rétentions d'eaux pluviales à l'intérieur des PAP faisant objet d'une autorisation conformément à la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Prenant référence à la réunion du 9 février 2012 entre Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'intérieur et à la Grande Région et l'ALUSEAU, lors de laquelle Monsieur le Ministre émet un préjugé favorable quant à la réduction du nombre de rétentions suite aux problèmes d'entretien et de fonctionnement constatés ;

Retenant la volonté de Monsieur le Ministre de modifier les principes actuellement émis dans le document « Regenwasserleitfaden » émis par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) ;

Déplorant l'attitude réticente de l'AGE de subvenir aux doléances formulées par Monsieur le Ministre en refusant toute initiative des initiés à améliorer la situation désastreuse rencontrée dans les zones soumises à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier (PAP) ;

Poursuivant que la multiplication du nombre de rétentions, ainsi que leur combinaison, par manque d'espace disponible, avec des aires de jeux, ont été avisées négativement par le Ministère de la Santé en date du 9 janvier 2012 ;

Retenant que l'Inspection du Travail et des Mines a émis par courrier du 26 mars 2012 des principes généraux quant à la conception d'ouvrages de rétention souterrains et un préjugé favorable quant à la mise en place de rétentions ouvertes au lieu d'ouvrages fermés ;

Actant que les plans directeurs d'assainissement permettent de coordonner la mise en place des ouvrages de rétention des eaux pluviales centralisés par bassins versant hors PAG et de réduire ainsi notablement les frais de construction et d'entretien à charges des communes au même point que les ouvrages des eaux mixtes, actuellement déjà implantés en zone verte ;

Retenant sur base de l'avis juridique élaboré du 25 juillet 2012 par Me Steve Helming de l'étude NCR de Luxembourg qu'il n'existe aucune contrainte légale pouvant faire obstacle à l'implantation des bassins de rétention hors PAG sous responsabilité publique ;

Vu l'argumentaire dans le contexte de la revue du « Regenwasserleitfaden » de l'ALUSEAU nommé ci-après « Position Paper » de juillet 2012 ;

Sachant que le « Position Paper » a comme objet de réunir les réflexions et propositions de l'ALUSEAU pour une gestion adaptée des eaux pluviales dans les agglomérations et futures zones aménagées, ceci par des mesures pratiques réalisables et à coûts raisonnables ;

Notant que les mesures de rétention à faible échelle (terrain < à 50 ares), telles que préconisées dernièrement par l'AGE, n'auront, comparées à la solution de l'évacuation par canalisation mixte, comme résultat final, seulement une augmentation du prix spécifique des terrains à construire ;

Notant qu'au vu des solutions compactes et encastrées, l'entretien des ouvrages devient dangereux, coûteux, et souvent impossible à réaliser de par leurs dispositions ;

Notant que la réalisation de réseaux séparatifs peut entraîner dans les canalisations pour eaux usées une réduction des vitesses d'écoulement à la base de la création de dépôts et de colmatages, conduisant à des contraintes olfactives et à des colmatages ;

Considérant que l'ALUSEAU est d'avis que les points ouverts dans les PAP n'apportent ni gain, ni information supplémentaire sur les faux raccordements, mais créent des coûts d'investissement et d'entretien élevés. Le cas échéant, les points ouverts sont soumis au sabotage en simulant par l'introduction ciblée de déchets un faux raccordement pourtant inexistant ;

Tenant compte de l'avis de l'ALUSEAU que les rétentions décentralisées dans les PAP en région rurale, sont à éviter au profit de volumes de rétention ouverts centralisés par bassin versant au point bas des agglomérations ou en dehors des limites du PAG, donc en zone verte ;

Notant que l'ALUSEAU est d'avis que la commune doit être Maître d'ouvrage de la rétention et qu'elle devra répercuter les frais occasionnés sur les promoteurs en cause ;

Rappelant que d'un point de vue juridique, les rétentions d'eau pluviale constituent une utilité publique résultant d'une mission obligatoire des communes ;

Regrettant qu'actuellement les promoteurs développent ensemble avec les Administrations étatiques le concept des ouvrages, sans intervention communale ;

Actant que les compétences de l'Etat se limitent d'après les articles 23, 24, 46 et 47 de la loi du 19 décembre 2008 à fixer des objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre dans le cadre de l'aménagement communal et plus particulièrement lors de l'élaboration de nouveaux PAG et PAP ;

Actant que l'Etat a également aussi des compétences d'autorisation des infrastructures et de contrôle des résultats qualitatifs et quantitatifs obtenus ;

Sachant que les communes sont tenues d'après l'article 46 de la loi du 19 décembre 2008 de concevoir, de construire, d'exploiter, d'entretenir et de surveiller les infrastructures d'assainissement faisant partie de leur territoire, selon les règles de l'art en tenant compte des meilleures techniques disponibles ;

Considérant que l'ALUSEAU est d'avis que le secteur communal doit être sollicité en premier lieu par les promoteurs susceptibles de viabiliser une zone de leur PAG pour fixer les détails des solutions permettant d'atteindre les objectifs de l'AGE ;

Regrettant que les derniers projets en la matière approuvés par l'AGE ont tendance à aggraver la situation critiquée par les communes ;

Considérant que les communes-membres ne disposent en principe pas des compétences nécessaires pour achever les missions suivant la loi précitée du 19 décembre 2008 notamment en matière de gestion des eaux pluviales, que cette compétence sera confiée au SIDEN ;

Jugeant qu'il y a urgence en la matière ;

Après discussions ;

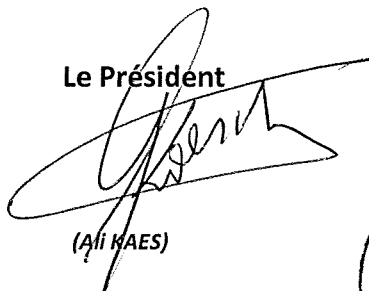
décide à l'unanimité

- de confirmer et de préciser que la compétence du SIDEN comprend la compétence en matière de la gestion des eaux pluviales ce qui n'est pas contredit par la loi précitée du 19 décembre 2008 qui confirme dans son article 46 la compétence communale en la matière.
- d'approuver la prise de position « Position Paper de juillet 2012 » de l'ALUSEAU ;
- d'approuver la prise en charge des études, des travaux et de l'entretien des infrastructures de gestion des eaux pluviales par le SIDEN ;
- de dresser une lettre ouverte à Messieurs les Ministres Halsdorf et Wiseler ;
- d'informer les bureaux d'études spécialisés en la matière, les associations et administrations concernées ainsi que nos communes-membres de respecter les consignes et doléances du « Position Paper » ;

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

(suivent les signatures)

Pour extrait conforme, Bleesbruck, le 25/07/2012

Le Président

(Ali KAES)



Le Secrétaire ff.

(Alain BIVER)